

Dans cette région riche en biodiversité, qui abrite une grande partie de l'Amazonie, l'exploitation minière supprime les pratiques agricoles traditionnelles.

Au cœur de Terra e liberdade, le plus vaste campement de travailleurs sans-terre du continent sud-américain, la réforme agraire se fait toujours attendre. Cette « terre promise », dans l'État du Para au Brésil, abrite plus de 5 000 familles qui tentent de construire une alternative concrète et radicale au modèle agro-industriel dominant. Un combat violent mais vital.

DANS LE CAMP RETRANCHÉ DES SANS-TERRE AU BRÉSIL

CAMILLE MADERA
REPORTAGE PHOTOS :
REGARD BRÛT - AGENCE 43MM
SERRA DOS CARAJAS, ÉTAT DU PARA (BRÉSIL),
CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE.



L'HISTOIRE
de la semaine

Le jour est à peine levé lorsque les premiers feux d'artifice éclatent au-dessus du camp, encore plongé dans la brume. Ces signaux visuels et sonores permettent d'informer et de coordonner la population non équipée de talkies-walkies. Depuis plusieurs mois, l'atmosphère est électrique dans l'acampamento (1) Terra e liberdade et, ce matin-là, une tentative d'occupation est en cours à Serra dos Carajas, dans le sud-est du Para. Des paysans s'activent, machette en main, à débroussailler des parcelles à proximité immédiate du camp, tandis que d'autres coupent le fil de fer qui délimite le terrain de la ferme Santa Maria voisine, propriété de la famille Miranda.

« L'une de nos priorités est de dénoncer la famille Miranda, l'une des plus grandes familles de propriétaires terriens de la région », explique Viviane Brigida, cadre du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), l'organisation à l'initiative de ce camp et premier mouvement social du pays. « Nous savons qu'elle exploite des terres publiques en recourant au travail forcé et aux pesticides », poursuit-elle. Lorsqu'ils sont répandus par drone, les concentrations de ces derniers sont plus nocives que s'ils sont dispersés par avion. Au Brésil, où l'on entend souvent que 1 % des propriétés concentrent la moitié de la superficie, le MST se bat pour la réforme agraire, inscrite dans la Constitution, face au puissant système latifundiaire qui n'hésite pas à accaparer des terres publiques.

UN GÉANT MINIER POUR GOUVERNEMENT

Dans cette région dévastée par l'industrie minière, beaucoup se retrouvent au pied du mur, à la fois marginalisés des centres urbains et exclus des activités agricoles, monopolisées par quelques grands propriétaires terriens. Depuis 2023, plusieurs milliers de familles occupent une soixantaine d'hectares dans le Para, État grand comme deux fois la France hexagonale et qui détient le triste record au Brésil du nombre d'assassinats en zone rurale. Elles attendent depuis plus de deux ans que l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (Incra), l'organe fédéral chargé du cadastre,

LA SOIXANTAINES D'HECTARES EST LOIN D'ÊTRE SUFFISANTE POUR UNE COMMUNAUTÉ QUI REVENDIQUE « L'AUTONOMIE DE PRODUIRE SA PROPRE NOURRITURE EN AGROÉCOLOGIE ».



Chaque jour, de nouveaux arrivants viennent grossir les rangs du campement. Comme la plupart des occupants, Leila vit dans la crainte des intrusions des nervis des fazendeiros.

procède à la régularisation du camp, c'est-à-dire à l'attribution nominative de parcelles à des familles de paysans sans terre. Mais cela n'a pas eu lieu : l'institution « a peur de faire son travail contre les Miranda, car c'est la famille la plus puissante de la région », accuse Viviane. Face à l'immobilisme des institutions et à la lenteur de la réforme agraire, le MST n'a d'autre option que de jouer la carte de la pression. Ainsi, à plusieurs reprises déjà, les militants du mouvement ont occupé les rails de l'Estrada de ferro Carajas, un axe ferroviaire à quelques kilomètres de là qui relie les deux plus grosses mines de fer au monde au port atlantique de Sao Luis. Asphyxiée en son point névralgique, Vale, la multinationale minière qui dépend de ce corridor logistique pour exporter ses cargaisons de fer, « a joué le rôle du gouvernement », analyse Viviane. En échange de la fin de l'occupation des rails, Vale a transféré à



À travers le campement, les paysans utilisent des feux d'artifice pour se coordonner. Terra e liberdade s'organise autour de « cellules de base » construites collectivement.

L'HISTOIRE
de la semaine

« L'INSTITUTION CHARGÉE DE LA RÉFORME AGRAIRE A PEUR DE FAIRE SON TRAVAIL CONTRE LES MIRANDA, CAR C'EST LA FAMILLE LA PLUS PUISSANTE DE LA RÉGION. »

VIVIANE BRIGIDA, CADRE DU MOUVEMENT DES SANS-TERRE

l'Incra l'argent nécessaire au dédommagement des propriétaires des 50 hectares inscrits comme privés au cadastre, la dizaine d'hectares restants étant publics. Mais la soixantaine d'hectares, au statut encore incertain, est loin d'être suffisante pour satisfaire les besoins en espace de la communauté : « notre revendication principale », explique Léo Borges, jeune militant du MST, c'est de pouvoir « être autonome, produire notre propre nourriture, selon des principes agroécologiques, en accord avec la nature et le vivant ». Alors, « sans autre option que de lutter », le mouvement a lancé la campagne de mobilisation « Noël sans expulsion ». Si l'occupation, menée dans ce cadre, a vite été interrompue par la police militaire aux abords du camp, les négociations qui se tenaient simultanément à Brasilia ont permis d'arracher une promesse de régularisation : le 23 décembre 2025, le président fédéral de l'Incra est venu à Terra e liberdade annoncer que plusieurs milliers d'hectares avaient été désignés pour former l'assentamento Maria Gloria, où pourront s'installer 200 des plus de 5 000 familles de l'acampamento.

LE SPECTRE DES MASSACRES DE 1996

« Je pense que ces négociations ne sont qu'une diversion, soupire Leila Souza. Elles leur permettent de gagner du temps pour éviter de donner les réponses que la population attend. » Force est de constater que cette ancienne employée du secteur minier qui a décidé de renouer avec ses racines paysannes a vu juste : six mois après cette annonce, aucune régularisation n'a eu lieu. Pire, lorsqu'ils décident au mois de mai d'occuper les terres pourtant désignées par l'Incra, les paysans sont encerclés par la police militaire pendant plusieurs jours. « La situation en Amazonie est cruelle », tance Léo, qui dénonce un « abandon » du gouvernement. « La police est le seul contact que nous ayons », ajoute-t-il. La répression est en effet particulièrement sanglante dans la région, comme le rappelle le souvenir vivace du massacre d'Eldorado do Carajas : en cette journée du 17 avril 1996, à une cinquantaine de kilomètres de là, la police militaire a tiré sur »

L'HISTOIRE de la semaine

» une foule de paysans sans terre qui manifestaient, assassinant 21 d'entre eux. Pour l'avocat José Batista Afonso, coauteur du livre « Assassinos e Impunidade no Campo no Para: 1980 a 2024 » (assassinats et impunité dans les zones rurales du Para), le constat est sans appel : « La police a toujours agi dans cette région pour protéger les grands propriétaires terriens et criminaliser les travailleurs. » Son travail de défense des paysans sans terre lui vaut d'être menacé de mort.

Comme lui, Viviane, en tant que figure locale du mouvement, sent que son engagement peut être lourd de conséquences : « Nous tous, les dirigeants, sommes menacés. » Si l'exposition publique augmente logiquement le risque encouru, le simple fait de vivre à Terra e liberdade est source d'insécurité. Leila, qui habite en bordure de l'occupation et voit parfois des drones survoler le camp, se souvient un jour avoir songé à quitter pour la nuit la pièce en tôle ondulée qui lui sert de maison : « J'ai eu très peur, l'information est arrivée selon laquelle les fazendeiros (grands propriétaires de l'agro-industrie – NDLR) se tenaient prêts, avec des hommes de main armés, à envahir le camp. (...) S'ils avaient exécuté leur menace d'entrer et d'agir eux-mêmes, j'aurais été parmi les premiers à être touchés. »

Dans ce contexte de tension permanente, garantir la sécurité du camp et des paysans est une priorité. De jour comme de nuit, des équipes d'habitants se relaient aux différentes guérites qui ponctuent le



Une confrontation entre la police militaire, aux ordres des fazendeiros, et des gardiens du camp. Ces moments de tension ne sont pas rares aux abords du camp.

pourtour de l'occupation. Mais ça n'est là qu'un seul de la dizaine de départements d'autogestion du camp : santé, secrétariat, éducation, communication... sont autant de secteurs d'activité qui requièrent l'implication de tous. Regroupées par dizaines au sein de « cellules de base », la plus petite échelle d'organisation de l'acampamento, toutes les familles prenant part à l'occupation s'engagent à assumer une partie de ces tâches collectives. « Le MST ne se contente pas de lutter pour que les travailleurs obtiennent des terres », explique Viviane, mais vise la « conscientisation et la formation du paysan sans terre » dans la perspective d'un véritable projet d'émancipation holistique.

« LA POLICE A TOUJOURS AGI DANS CETTE RÉGION POUR PROTÉGER LES GRANDS PROPRIÉTAIRES TERRIENS ET CRIMINALISER LES TRAVAILLEURS. » JOSÉ BATISTA AFONSO, AVOCAT



Un cadre du mouvement des sans-terre informe la communauté des négociations en cours avec les autorités fédérales sur la régularisation de Terra e liberdade.

CONTRE LES MIRAGES, L'ACTION

Les formations qu'a suivies Leila semblent avoir eu l'effet escompté : « Depuis que j'ai découvert ce que j'appelle aujourd'hui ma liberté, j'ai radicalement changé d'opinion sur la politique, je m'y intéresse plus et je m'informe davantage, parce qu'en fin de compte tout est politique. » Dans le potager collectif d'herbes médicinales qui borde sa maison en bois et en palmes, Léo mettait déjà en garde face à l'inertie bureaucratique et la mauvaise volonté politique : « Si nous voulons obtenir les titres de propriété de nos terres, qui ne nous sont toujours pas parvenus, nous devons probablement nous rendre à l'Incra pour aller chercher ces documents. » Il avait raison : depuis le 2 juin, les militants du MST campent dans les bureaux de l'institution, espérant que l'occupation accélérera le processus de régularisation, promise de longue date. ●

(1) Les acampamentos sont des occupations de terres temporaires ou attendant une régularisation, par opposition aux assentamentos, entérinés dans le cadastre par la réforme agraire.